

LILLE 1 EN GRÈVE

Les orientations et choix du gouvernement, portés par la ministre Valérie Pécresse, sont de plus en plus vivement contestés.

Le rythme effréné des réformes ne permet pas non plus la sérénité nécessaire à un travail de qualité. La PREUVE en est le refus de faire remonter les maquettes de master des filières d'enseignement, refus adopté par la majorité des formateurs universitaires et des universités. Cette opération a néanmoins permis de faire sortir un "loup du bois": le "patron recruteur" Darcos. Ses propos relatifs à la séparation entre formation et concours d'un côté, et recrutement de l'autre, donnent un éclairage cru sur l'objectif réel de cette réforme: la casse des concours de l'éducation nationale, de la formation des maîtres et de l'école de la République.

Par ailleurs, les réformes et décrets concernant l'université ont suscité un nombre incalculable de motions dénonçant leurs effets néfastes. Les représentants des personnels dans les instances réglementaires (CNESER, CTPU, CSFP, CA du CNRS, etc...) ont émis des votes défavorables aux textes présentés (lorsqu'ils ont été présentés !), ainsi qu'un grand nombre de sections du CNU. La conférence des présidents d'universités, pourtant acquise à la ministre, s'inquiète des réformes en cours: une dissidence d'une vingtaine de présidents s'est manifestée par la signature d'un "appel de la Sorbonne".

Menées à marche forcée, ces réformes s'avèrent détruire non seulement les métiers universitaires d'Enseignement et de Recherche mais également ceux de l'Éducation Nationale.

Le gouvernement doit entendre le monde universitaire et ses organisations représentatives et entamer ENFIN une réflexion nationale sur toutes ces questions qui engagent l'avenir du pays. Si nous voulons être entendus, soyons nombreux à la

**MANIFESTATION UNIVERSITAIRE
"PREUVES D'AMOUR"
JEUDI 19 FÉVRIER à 14h30
PORTE DE PARIS**

Exprimons notre opposition à ces réformes chaotiques et volontairement mal ficelées, nécessitant une médiatrice (et bientôt une commission interministérielle ?). Restons vigilants : NOTRE réforme ne doit pas nous échapper !

Liste non exhaustive des preuves de désamour de Madame Pécresse.

- La disparition programmée des organismes de recherche, par un éclatement en départements directement financés par le Parlement, ne permettra plus d'assurer la pérennité de l'activité de recherche non finalisée, pourtant indispensable pour garantir les capacités futures d'innovation de notre pays.

- Les effets d'annonce sur le budget de l'enseignement supérieur et de la recherche pour 2009 n'ont pas fait long feu... au vu des dotations effectivement attribuées aux universités. Les suppressions de postes, conjuguées au système de répartition des moyens que met en place le ministère, conduiront à une asphyxie progressive des universités, mises en concurrence entre elles.

- La précarisation de toutes les catégories de personnels est aggravée, nuisant à la qualité du service public, en détournant jeunes chercheurs et étudiants.

- Les réformes de la formation et du recrutement des enseignants au niveau master dont la course insensée a été heureusement freinée par le bon sens de la majorité des formateurs universitaires et leur refus de remettre les maquettes à l'échéance du délai imparti.

- Le projet de décret modifiant les statuts des enseignants-chercheurs casse le cadre national des statuts, en déléguant toutes les décisions d'avancement de carrière à l'échelon local, et principalement aux présidents. Il ne comporte aucune garantie de la prise en compte dans leur progression de carrière de toutes les tâches que les collègues sont amenés à assumer quotidiennement. Au contraire, en basant les modulations des obligations de service en matière d'enseignement sur une soi-disant évaluation de l'activité de recherche, à potentiel d'enseignement constant pour l'établissement, il fait de l'enseignement une punition et induit une concurrence délétère entre les individus, nuisant à la qualité du service public d'Enseignement Supérieur, ce dont pâtiront nécessairement les étudiants. Le cercle vicieux enclenché par un alourdissement du service d'enseignement conduira rapidement à une coupure entre l'enseignement et la recherche, absolument contraire à un enseignement supérieur moderne, en phase avec les découvertes les plus récentes.

- La remise en cause de la collégialité scientifique et l'instauration de critères bibliométriques et classements, peu fiables, dans l'évaluation des activités de recherche. Avec à terme, la mise en place d'offices d'évaluation déconnectées des réalités universitaires (réforme de l'AERES ou les réformateurs réformés).

- La multiplication des sources de financement de la recherche (même chapeautées par l'ANR) qui réduisent le temps consacré à la recherche.

- Le crédit d'impôt recherche ou comment 'consacrer de l'argent à la recherche' sans que les chercheurs n'en voient la couleur !

Le service public fonctionne avec la volonté des fonctionnaires qui l'assurent au quotidien. Toute réforme doit donc être conduite en concertation avec ces personnels, afin qu'ils y adhèrent et engagent leur conscience professionnelle et leur souci de bien faire. Nous demandons donc à la ministre et au gouvernement d'abandonner les projets actuels et d'ouvrir des réelles négociations sur les réformes à mener dans l'enseignement supérieur et la recherche.